

Canadiens et des Canadiennes. Pour démocratiser la politique étrangère du Canada, il nous faut élargir le processus de consultation publique et redonner au Parlement son rôle premier : représenter les intérêts et les préoccupations des habitants de ce pays.

Nous avons promis un rôle plus important pour le Parlement dans l'élaboration de notre politique étrangère. C'est chose faite, Monsieur le Président. Les membres de cette Chambre ont pu débattre notre rôle de maintien de la paix en Bosnie ainsi que les essais des missiles de croisière au Canada. Comme je l'ai promis aux membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, la Chambre des communes aura l'occasion dans les mois et les années à venir de débattre les sujets difficiles qui marquent notre époque.

Mais nous allons aussi inviter la population à participer activement à la politique étrangère de ce pays. Ainsi, nous allons tenir les 21 et 22 mars un Forum national sur les relations internationales du Canada. Ce forum sera parrainé par trois ministres : le ministre du Commerce international, le ministre de la Défense et moi-même. Le premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, présidera l'ouverture des travaux du Forum. Plus d'une centaine de personnalités canadiennes de différents milieux seront invitées à examiner les grandes directions de notre politique étrangère en tenant compte des changements bouleversants de ces dernières années. Leurs remarques seront des plus utiles lorsque nous ferons le bilan de notre politique étrangère. Nous devrions être en mesure de déterminer quelles sont les politiques qui continuent à servir nos intérêts et quelles sont celles qui méritent d'être reformulées.

Le gouvernement demandera, après la tenue du Forum, à un Comité parlementaire mixte d'entreprendre son propre examen de la politique étrangère canadienne, y compris l'examen de nos programmes d'aide. Bien entendu, j'informerai le Comité des résultats du Forum national afin d'aider mes collègues parlementaires dans leur travail de réflexion. J'espère que le Comité aura l'occasion d'entendre les opinions et les points de vues de tous les Canadiens et les Canadiennes à travers le pays.

Pendant ce temps, Monsieur le Président, le gouvernement continuera de consulter les Canadiens et les Canadiennes sur une vaste gamme de sujets. Les récentes consultations annuelles sur les droits de la personne avec les organisations non gouvernementales [ONG] ont été très fructueuses alors que nous nous préparons pour la Commission sur les Droits de l'Homme à Genève, cette année. La récente Semaine du développement international a été pour moi plus qu'un simple exercice d'écoute. Elle m'a permis de poursuivre et de développer les liens de coopération avec nos interlocuteurs.